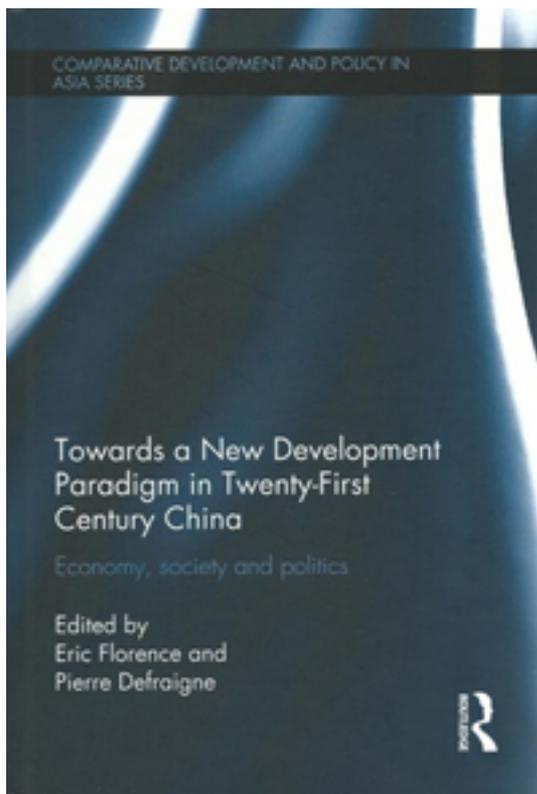


Censure, liberté d'expression et dynamiques sociopolitiques en Chine contemporaine

***Comment rendre compte de la complexité de la question de l'expression d'une parole publique et politique en Chine contemporaine autrement que par le biais d'une opposition frontale entre expression et répression ? Dans cette contribution, se penchant sur le cas de la presse et des nouveaux médias, l'auteur propose une approche de cette question mettant l'accent sur les rapports de force, les oppositions et les accommodements entre l'État-Parti et les différentes catégories de la population chinoise, ainsi que sur les luttes symboliques et matérielles qui animent la société chinoise aujourd'hui.***

## Des rapports complexes entre l'État-Parti et le citoyen



Lorsque « censure » et « liberté d'expression » sont évoquées dans le cas de la Chine, la situation suivante nous vient presque inévitablement à l'esprit : une personne, rapidement qualifiée de « dissidente », s'oppose de manière directe à l'État-Parti. Cette opposition frontale se solde nécessairement par une interdiction de s'exprimer en public et, assez souvent, par une arrestation. Le récit minimal rapidement esquissé ici et fondé sur une causalité linéaire des plus simples, est à l'origine d'une représentation non questionnée, monolithique et immuable du Parti communiste chinois et de la population chinoise. Réducteur, il témoigne d'une simplification qui frappe notre image des relations entre ces deux entités, réduites à une confrontation binaire et sans concession. Cette vision cliché et quasi caricaturale de la situation chinoise en matière de liberté d'expression masque les transformations sociopolitiques à l'œuvre dans la Chine post-maoïste, un pays où toute expression d'une parole publique, toute revendication « politique » serait inexistante car irrémédiablement réprimée ; une vision tronquée légitimant *in fine* une forme de messianisme occidental selon lequel tout changement politique en Chine ne serait envisageable que par l'entremise de l'Occident.

Certes, il faut rappeler l'évidence : le contrôle du contenu de l'information (presse, internet, etc.) et de la production culturelle et artistique constitue un des principes définissant la nature marxiste-léniniste du régime chinois, au même titre que la structuration de l'espace social ou le monopole politique assuré par le Parti. Et rien n'indique l'abandon prochain d'un de ces principes, qui, comme l'unité nationale, déterminent ces bornes indépassables sur lesquelles le régime ne transige pas. Mais à en déduire d'emblée une vision figée et réductrice de la Chine contemporaine, on risque de manquer l'évolution récente d'un pays qui, aujourd'hui, d'une façon qui lui est propre, offre au débat sur la censure et la liberté d'expression quelques éléments singuliers.

Dès lors, sans pour autant nier la réalité de la répression qui s'exerce encore souvent à l'égard de différents acteurs sociaux, cet article s'attachera d'abord à montrer que ce qui se joue au quotidien en Chine en matière de « censure » et de « liberté d'expression » relève d'une dialectique complexe qui s'inscrit dans le cadre plus large des relations multiples entre l'État-Parti et les différentes catégories de la population chinoise, ces relations incluant mais ne se limitant pas à la répression. Il s'agira en outre de montrer que « censure » et « liberté d'expression » doivent être pensées comme s'inscrivant et s'articulant au sein des mobilisations et des luttes qui travaillent les différentes composantes de la société chinoise dans ses relations avec l'État-Parti. Dans le cadre restreint de notre contribution au dossier « Censure et liberté d'expression », nous nous limiterons, pour ce faire, à la seule sphère médiatique incluant presse conventionnelle et nouveaux médias (réseaux sociaux chinois).

L'actualité de cet été avec l'arrestation en juillet de l'avocat et fondateur du Mouvement des nouveaux citoyens Xu Zhiyong, ainsi que de quinze membres de cette association, offre un exemple très récent du caractère variable - et donc tout sauf binaire - de ce qui définit la « ligne rouge » à ne pas dépasser en Chine en matière de liberté publique et de mobilisation pour la défense des droits. Suite à ces arrestations, une pétition qui a recueilli quelque 1100 signatures et une lettre ouverte signée par plus de 400 internautes de toutes origines sociales demandant la libération de Xu Zhiyong et des autres membres du Mouvement, ont brièvement circulé sur la toile avant d'être effacées<sup>1</sup>. Le 4 août dernier, un des deux initiateurs de cette lettre ouverte, Xiao Shu, un journaliste bien connu en Chine établi à Canton, a été privé de liberté pendant 48h avant d'être libéré. Il est difficile voire impossible de connaître les raisons de ce « revirement ». Intimidation ? Dissensions entre dirigeants quant à la manière de gérer des formes de mobilisations sociales ? Calcul prenant en compte les effets potentiels - sur les réseaux sociaux notamment mais aussi en termes d'image de la Chine à l'étranger - de protestations que susciterait une nouvelle arrestation ? Ces questions et ces incertitudes invitent d'emblée à questionner la vision simplificatrice d'une Chine radicalement binaire. Il convient cependant de souligner que, depuis janvier 2013 et plus particulièrement depuis la seconde moitié du mois d'août de cette année, un durcissement de la censure ainsi qu'une intensification de la répression se font ressentir en Chine<sup>4</sup>

De manière générale, dans le cadre du passage du totalitarisme maoïste (1949-1978) à un système politique qualifié d'« autoritarisme légal décentralisé<sup>2</sup> », d'« autoritarisme fragmenté<sup>3</sup> » ou de « léninisme consultatif<sup>5</sup> », on assiste à un accroissement de la sphère des libertés individuelles et publiques. Parallèlement aux réformes économiques et au processus de pluralisation sociale, il apparaît en effet de plus en plus clairement que l'État-Parti n'entend pas ni ne peut plus régenter l'ensemble des activités sociales. Ce tournant dans l'histoire politique chinoise entraîne une transformation non seulement de la censure, mais aussi plus largement des modalités du contrôle social.

Ce contrôle social se différencie en fonction des problématiques qui sont en jeu (sensibilité politique plus ou moins élevée), des catégories de personnes concernées et du poids des intérêts (politiques, financiers, économiques). Ainsi, des travaux empiriques récents montrent que le degré de contrôle exercé sur les « organisations non-gouvernementales » par les autorités locales varie grandement en fonction du caractère politiquement sensible plus ou moins grand des problèmes traités par ces organisations. Une organisation travaillant avec des personnes âgées ne sera contrôlée que sur une base annuelle par le biais de la remise d'un rapport écrit, alors qu'une organisation s'occupant de malades du sida ou de questions d'expropriations, sera contrôlée physiquement une à plusieurs fois par semaine. Dans ce dernier cas, le contrôle peut être assimilé à de l'intimidation<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> Voir J.-Ph. Béja, <http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-philippe-beja>, consulté le 5 août 2013.

<sup>2</sup> Ching-Kwan Lee, *Against the Law*, Berkeley, University of California Press, 2008.

<sup>3</sup> Andrew Mertha, « *Fragmented Authoritarianism 2.0: Political Pluralization in the Chinese Policy Process* », *The China Quarterly*, vol. 200, décembre 2009, pp. 995-1012.

<sup>4</sup> Au sujet de ce durcissement, voir notamment l'article visant le « constitutionalisme » publié le 21 août dernier dans le magazine officiel du Parti Qiushi, [http://news.ifeng.com/mainland/detail\\_2013\\_08/21/28868000\\_0.shtml](http://news.ifeng.com/mainland/detail_2013_08/21/28868000_0.shtml). Par ailleurs, deux professeurs, l'un de l'Université de Pékin et l'autre de l'Université de l'Est de la Chine (Shanghai), ont été très récemment suspendus et risquent d'être licenciés en rapport avec leurs prises de positions relatives à l'État de droit et au constitutionalisme. Ces deux affaires n'ont pas manqué de susciter de vives réactions sur la toile et sur les réseaux sociaux.

<sup>5</sup> Steve Tsang, « *Consultative Leninism, China's new Policy Framework* », *Nottingham University Policy Institute Discussion Paper*, n° 58.

<sup>6</sup> Wu Fengshi, Chan Kin-man, « **Contrôle gradué : l'évolution des relations entre gouvernement et Organisations non gouvernementales** », *Perspectives chinoises*, 2012/3, consulté le 10 novembre 2012.

## Censures et presse écrite



Les pratiques liées à la censure se transforment également progressivement afin d'épouser les changements sociétaux et économiques en cours depuis plus de trois décennies. Les exigences du marché ont considérablement modifié la nature de la censure au niveau de la presse en Chine ainsi que le contenu même de l'idéologie officielle, cette dernière intégrant désormais des principes liés au marché. Alors que durant la période maoïste, seuls les organes de presse officiels étaient autorisés, les quotidiens, hebdomadaires et autres magazines dépendant essentiellement des revenus de leurs ventes et de la publicité se sont multipliés à partir des années 1990<sup>7</sup>. Parallèlement à ce processus de commercialisation, on assiste également à une professionnalisation croissante du métier de journaliste et au développement d'une éthique journalistique<sup>8</sup>. Ces changements ont contribué à la transformation des pratiques de contrôle des contenus exercées par les administrations responsables de la censure et dépendant directement du Département central de la propagande.



À cet égard, le cas du *Nanfang Zhoumo* (*Weekend du Sud*) est intéressant à plus d'un titre. Cet hebdomadaire très apprécié des classes moyennes et des milieux intellectuels défend depuis plusieurs années déjà une ligne éditoriale audacieuse, traitant fréquemment de questions sociales et sociétales sensibles comme l'homosexualité ou les discriminations visant les travailleurs migrants, la violence policière, la corruption, etc. En 2000 et 2001, la vice-rédactrice en chef et le rédacteur en chef de cet hebdomadaire ainsi que plusieurs responsables du journal ont été limogés suite à une décision du Département central de la propagande du Parti. La nouvelle équipe éditoriale du journal, aussitôt mise en place, a été nommée afin de développer une ligne plus respectueuse de l'orthodoxie idéologique du Parti, ce qu'elle a fait durant les premiers mois. Cependant, face à la pression du marché (fuite éventuelle d'une partie substantielle de son lectorat vers d'autres titres) et grâce au travail des journalistes de l'hebdomadaire, la direction de l'hebdomadaire nouvellement en place a rapidement dû infléchir quelque peu la ligne éditoriale afin qu'elle réponde davantage aux demandes des lecteurs. Dans cet organe de presse tourné prioritairement vers le marché, c'est dès lors la nature même de la censure qui a été modifiée sur le fond d'une tension dialectique entre considérations commerciales et considérations liées à l'éthique journalistique d'une part, et respect de la ligne idéologique du Parti de l'autre<sup>9</sup>. La mobilisation et la grève de plusieurs journalistes membres du comité éditorial de l'hebdomadaire au début de cette année, illustrent bien la complexité politico-institutionnelle qui sous-tend les relations entre censure et liberté d'expression dans la presse chinoise<sup>10</sup>. Début janvier, alors que la rédaction avait soumis le texte de l'éditorial de la nouvelle année à plusieurs reprises au « comité de supervision »<sup>11</sup> du magazine, ce texte intitulé « Le rêve du constitutionnalisme » avait finalement été littéralement vidé de sa substance par les responsables de la propagande au sein du journal. S'en sont suivis plusieurs jours de réunions entre les journalistes membres du comité éditorial, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire et le vice-directeur du groupe dont dépend institutionnellement le *Nanfang Zhoumo*. Dans un premier temps, le comité éditorial a obtenu la garantie qu'une enquête serait rapidement menée sur le processus contraire aux règles éditoriales qui avait conduit à la dénaturation du texte. Cependant, suite à des pressions émanant du Département central de la Propagande de la Province du Guangdong, le comité éditorial de l'hebdomadaire fut informé

que l'éditorial modifié serait maintenu. Peu après, un message diffusé via le compte de l'hebdomadaire sur les réseaux sociaux attribuait la paternité de ce texte modifié au comité éditorial. Durant les trois jours qui ont suivi, plusieurs journalistes de l'hebdomadaire se sont mis en grève et des manifestations de journalistes et de bloggeurs ont eu lieu devant le siège du journal. Au même moment, une mobilisation très large en faveur de la liberté d'expression et du travail des journalistes s'est organisée via internet et les réseaux sociaux. Plusieurs pétitions et lettres ouvertes ont été diffusées et largement débattues sur les réseaux sociaux chinois. Certaines célébrités du cinéma<sup>12</sup> ont même accordé leur soutien public aux journalistes en grève. Finalement, il semble que le nouveau secrétaire du parti de la Province du Guangdong Hu Chunhua soit intervenu personnellement pour trouver un compromis entre les journalistes du comité éditorial et les responsables de la propagande : limogeage du rédacteur en chef de l'hebdomadaire (et non du responsable de la Propagande pour la Province du Guangdong), et retour à un niveau acceptable du degré d'interférence des services chargés de la propagande. Quant à l'éditorial de la nouvelle année, il n'a, finalement, pas été publié et a été remplacé dans l'édition du 10 janvier 2013 par un éditorial du *Quotidien du Peuple* soulignant que « s'il demeure fondamental que le Parti contrôle la presse », ce contrôle « doit s'adapter à l'époque actuelle »<sup>13</sup>. Enfin, pour compléter le tableau, il est intéressant de souligner que pendant ces événements, le journal officiel *Global Times* a publié un éditorial s'adressant aux lecteurs du *Nanfang Zhoumo* et réaffirmant la nature immuable du contrôle de la presse par le Parti, un texte imposé ensuite à tous les journaux mais qui était effacé du site du *Global Times* dès le lendemain. Le rédacteur en chef d'un tabloïd de Pékin (*Beijing News*) a refusé de se plier à cette publication forcée et a préféré démissionner. D'autres organes, tels les portails internet *Sina* et *Sohu* ont publié l'éditorial mais en y ajoutant un démenti précisant que ce texte ne reflétait pas les vues des compagnies en question<sup>14</sup>. On le voit, la simple opposition binaire entre expression et répression/censure ne suffit pas à rendre compte de la dynamique sociopolitique de la sphère médiatique chinoise aujourd'hui.

---

<sup>7</sup> Ces journaux et magazines dépendent en général institutionnellement de grands groupes ou organes de presse officiels.

<sup>8</sup> David Bandurski, Gang Qian, « China's Emerging Public Sphere: The Impact of Media Commercialization, Professionalism and the Internet in an Era of Transition », in Susan Shirk (éd.), *Changing Media, Changing China*, New York, Oxford University Press, 2011, pp. 38-76; Yuezhi Zhao, *Media, Market and Democracy in China: Between the Party Line and the Bottom Line*, Champaign, University of Illinois Press, 1998.

<sup>9</sup> David Bandurski, Gang Qian, *ibid.*

<sup>10</sup> Pour plus de détails, voir [les dossiers du China Media Project](#), ou encore les nombreux sites, blogs et micro-blogs chinois.

<sup>11</sup> Ce comité est composé de plusieurs membres qui relisent tous les textes de l'hebdomadaire avant publication, soulignent les problèmes de contenu éventuels, proposent des révisions ou, dans le cas de textes jugés trop problématiques, donnent un avis négatif quant à la publication de l'article <http://cmp.hku.hk/2013/02/18/31257/>.

<sup>12</sup> Il s'agit de Li Bingbing et Yao Chen, Yao ayant plus de 30 millions de « fans » sur les réseaux sociaux chinois.

<sup>13</sup> Gang Qian, « *Why Southern weekend said 'no'* », consulté le 20 juillet 2013 ; Eward Wong, Chris Buckley, « *Chinese Newspaper Protests End, but Battle Over Censorship Is Unresolved* », *The New York Times*, 10 janvier 2013, consulté le 20 juillet 2013.

<sup>14</sup> David Bandurski, « *Inside the Southern Weekend incident* », consulté le 29 juillet 2013.

## Libertés et nouvelles technologies



On associe fréquemment et parfois un peu hâtivement développement des nouvelles technologies et avènement de la démocratie dans les contextes autoritaires contemporains. Dans le cas chinois, cette association défendue aussi par certains utilisateurs de microblogs chinois (*weibo* ou *qq*), doit être nuancée. Rappelons tout d'abord deux choses qui permettent de relativiser une première fois ce lien trop évident entre liberté d'expression et nouvelles technologies. Premièrement, la majorité des utilisateurs fréquentent internet et les réseaux sociaux dans le but de se divertir (musique, loisirs, etc.) et de consommer. Deuxièmement, c'est le Parti qui a pris la décision de donner la priorité aux nouvelles technologies de l'information en Chine<sup>15</sup>. En outre, tout comme ailleurs dans le monde, rien ne prédispose les nouvelles technologies de l'information à être associées en Chine à un usage favorisant inéluctablement la démocratie. Pour certaines franges de la jeunesse chinoise - les jeunes nationalistes sont par exemple souvent qualifiés de « jeunes furieux » (*fenqing*) -, internet et les réseaux sociaux peuvent même amplifier voire exacerber le nationalisme en favorisant parfois de véritables « chasses à l'homme » en rapport avec des faits divers ou avec des prises de position critiques visant par exemple Mao Zedong et ayant valu à leurs auteurs de véritables « lynchages virtuels ».

L'avènement d'internet et des réseaux sociaux (plus de 500 millions d'utilisateurs dont plus de la moitié sur les réseaux sociaux) a, en revanche, grandement contribué à la transformation des pratiques liées à la censure et au contrôle des contenus d'information. La diffusion rapide et facile de contenus divers sur la toile et à travers les réseaux sociaux, rend caduque la conception traditionnelle d'une censure « en amont ».

Certes, un certain filtrage technologique reste possible via les fournisseurs d'accès et les smartphones, les grandes compagnies internationales fournissant d'ailleurs sans grand scrupule la technologie nécessaire à ce filtrage. Chaque semaine, le Département central de la propagande diffuse dans tout le pays des listes de mots-clés devant être bannis des médias traditionnels, de la toile et des réseaux sociaux, ce qui provoque régulièrement des jeux du chat et de la souris entre les censeurs et des utilisateurs qui sont capables de faire un usage des plus ingénieux de la langue chinoise écrite. Mais en dépit de ces contrôles en amont, la vitesse, la nature extrêmement variée (chansons, poèmes, essais, dessins animés, dessins humoristiques, montages photographiques, etc.) et la quantité d'informations en circulation rendent internet et les réseaux sociaux chinois extrêmement vivants et permettent des usages inédits, inventifs et souvent imprévisibles qui échappent largement à ces contrôles<sup>16</sup>. Dans ce contexte, l'alternative au contrôle « en amont » consiste pour les services de la propagande à « guider l'opinion publique » pour réguler le contenu de ce qui circule sur internet et sur les réseaux sociaux à défaut de le déterminer unilatéralement. Une des façons de « guider l'opinion publique » consiste à engager des utilisateurs qui jouent un rôle de modérateurs anonymes des débats et qui tentent, avec plus ou moins de succès, d'atténuer le potentiel subversif des certains échanges<sup>17</sup>. Face à cette mutation de l'intervention étatique, Kevin Latham, un anthropologue britannique spécialiste des médias en Chine, a proposé le concept de « médias désordonnés » (« disorderly media ») afin de nuancer l'idée d'une sphère publique habermassienne et de repenser la question du contrôle en rapport avec les transformations des médias chinois, le pouvoir et les subjectivités politiques<sup>18</sup>.

S'il faut donc relativiser la corrélation simple entre nouvelles technologies et démocratisation du pays, les spécialistes des médias chinois s'accordent à dire que l'utilisation de plus en plus étendue des « nouveaux médias » et la très grande réactivité qu'ils offrent au citoyen contribuent, à certains égards, à faire reculer l'arbitraire politique. Ils permettent au blogueur et plus largement à tout internaute d'exercer une forme de pression indirecte sur le personnel politique, en influant sur la mise à l'agenda de certaines questions, du moins au niveau local. De nombreux travaux traitant des mobilisations collectives en Chine montrent combien les réseaux sociaux ont joué un rôle important en matière d'environnement, de protection des droits des travailleurs, ou tout simplement lors d'incidents mettant en cause les droits d'individus ou de collectivités<sup>19</sup>. Cet impact des nouveaux médias sur l'actualité sociale chinoise s'inscrit dans un contexte plus large, « une lame de fond » vraisemblablement irréversible sur le long terme, qui favorise une meilleure connaissance par les individus de leurs droits et, corollairement, une mobilisation accrue d'un large éventail de ressources légales et cognitives mises au service des luttes<sup>20</sup>. Cette « lame de fond » nous semble d'autant plus profonde que s'exprime au quotidien en Chine une sensibilité forte de différents groupes de la population à l'écart entre leurs expériences de l'injustice ou de l'indignité et les promesses et aspirations contenues dans la loi et la rhétorique « émancipatrice » de l'État-Parti, et ceci, dans un contexte où ces groupes disposent de peu de canaux institutionnels pour exprimer leurs demandes.



L'affaire Sun Zhigang en 2003 a représenté un cas emblématique du rôle joué par les médias traditionnels et par internet dans l'expression d'une parole publique et de revendications politiques en Chine. Cette affaire qui, notons-le, a été quasiment ignorée par la presse occidentale, a provoqué en Chine un très grand nombre de réactions d'indignation et de critiques visant le statut de citoyens « de seconde zone » des travailleurs migrants, ainsi que les institutions rendant ce statut possible. Cette mobilisation très large de nombreuses catégories de la population chinoise a abouti en moins de trois mois à la réforme des centres de détention et de rapatriement qui avaient permis des pratiques arbitraires à grande échelle visant les migrants internes d'origine rurale.

*En une de Dagongzu : « Les centres de détention et de rapatriement: la peine infinie des travailleurs migrants. »*

En mars 2003, Sun Zhigang, un jeune graphiste d'origine rurale, trouvait la mort dans un centre de détention et de rapatriement de la ville de Canton dans le sud de la Chine. L'homme de 27 ans avait fait l'objet d'un contrôle et n'avait sur lui ni sa carte d'identité, ni son permis de résidence temporaire<sup>21</sup>. Un mois plus tard, le rapport d'autopsie demandé par le père de Sun Zhigang avait été rendu public via un article publié dans le quotidien *Nanfeng Doushibao* (*Southern Metropolis Daily*), un quotidien très populaire dans la province de Guangdong<sup>22</sup>. Plusieurs éléments extrêmement intéressants pour notre propos sont à souligner dans ce qui va être rapidement appelé « l'affaire Sun Zhigang » révélée d'abord par un article publié le 18 avril 2003 par le quotidien. Sommée par le Département de la propagande de ne rien publier sur l'affaire malgré la vague croissante de réactions indignées, la presse traditionnelle reste d'abord muette. Sur la toile en revanche, l'information est diffusée et les débats enflent. Une fois que l'affaire Sun Zhigang a pris une ampleur nationale grâce à internet et qu'une solution politique est en vue, les médias traditionnels

(radio, télévision, presse écrite) ont enfin reçu l'autorisation de relayer, à leur tour, cette affaire. Bien évidemment, la réforme du « système de centres de détention et de rapatriement » décidée par le conseil des affaires d'État en juin 2003 n'est pas le résultat des seuls débats déclenchés sur la toile. Avant la tragédie, de très intenses débats avaient déjà eu lieu depuis la fin des années 1980, d'abord au sein des médias traditionnels, puis via internet à partir du milieu des années 1990. Et le travail de longue haleine de nombreux acteurs (journalistes, avocats, responsables d'organisations non-gouvernementales, intellectuels, cadres de certaines administrations du Parti et de l'État, etc.) en faveur des droits des travailleurs migrants a également contribué à la réforme. Il reste que les réactions et les très nombreux débats publiés sur internet suite à la parution de l'article du 18 avril 2003 ont largement favorisé un passage progressif de l'indignation à une critique visant les institutions rendant possibles les discriminations et pratiques arbitraires à l'égard des travailleurs migrants<sup>23</sup>. Cette critique s'est déployée dans les limites légales autorisées par le Parti. En faisant abondamment référence, non seulement au respect de la loi, mais aussi à des principes centraux fondant la légitimité de l'État-Parti, les internautes, journalistes de la presse électronique et blogueurs investissant l'espace culturel autorisé et le champ de l'idéologie promue par l'État-Parti sont parvenus de la sorte à contribuer à un recul remarquable de l'arbitraire en Chine. À l'image de ce qu'a fort bien montré James C. Scott dans son étude des formes de résistances dans des contextes d'asymétries fortes de pouvoir, le champ de l'idéologie officielle - les lois ainsi que les valeurs dominantes - a pu, par sa grande plasticité, servir ici de terrain de lutte principal, un terrain dans lequel les limites de ce qui est autorisé sont parfois repoussées, parfois rétrécies et où aucune victoire n'est jamais définitive<sup>24</sup>.

En nous penchant sur la presse et sur les nouveaux médias en Chine, nous avons essayé de montrer que le fonctionnement, historiquement situé, des relations de pouvoir entre l'État-Parti et les différentes catégories de la population chinoise est loin d'être épuisé par une opposition sans concession entre censure et expression publique d'une parole politique. Dans cette optique, nous avons opté pour une approche des relations de pouvoir mettant l'accent sur des processus contradictoires et prenant en compte conflits, accommodements et compromis, plutôt que de surpolitiser à la fois la toute-puissance supposée du pouvoir politique et la résistance de ceux qui sont pris dans un processus de domination. *In fine*, en poussant la logique de cette approche un peu plus loin encore, on pourrait avancer que les rapports de force, les luttes, contradictions et oppositions dont il a été question ici, repoussent les limites de l'exercice de la domination tout en lui assurant d'une certaine manière sa « régénération » et donc, sa pérennité<sup>25</sup>.

Éric Florence  
Septembre 2013



**Éric Florence** est docteur en sciences politiques et sociales et chercheur au Département des langues et littératures modernes et au CEDEM. Il dirige l'Institut Confucius de l'Université de Liège. Spécialiste de la société chinoise contemporaine, il est notamment l'auteur de *Towards a New Development Paradigm in Twenty-First Century China. Economy, Society and Politics*, avec Pierre Defraigne (éds.) Routledge, 2012; « Migrant Labour Culture in Post-Mao China », *Books and Ideas (La Vie des idées)*, 14 Mars 2013; « Migrant Workers in the Pearl River Delta : Discourse and Narratives about Work as Sites of Struggle », *Media, Identity and Struggle in twenty-first century China*, Vanessa Fong et Rachel Murphy (éds.), Routledge, 2009.

<sup>15</sup> David Bandurski, Gang Qian, *op. cit.*

<sup>16</sup> On observe dans la sphère du cinéma un processus analogue depuis la révolution digitale au début des années 2000. Alors qu'auparavant, hormis la production encore modeste de films indépendants, l'essentiel des films étaient produits avec approbation de l'Administration d'État de la Radio, du Film et de la Télévisions, avec la généralisation de l'usage de la caméra digitale, le nombre et la nature des productions filmiques indépendantes ont augmenté de façon spectaculaire. En Chine, ces films sont pour l'essentiel projetés au sein de cercles restreints (ciné-clubs, galeries, universités, festivals, etc.).

<sup>17</sup> La potentialité de favoriser le risque de « mobilisations collectives » est un des critères majeurs décidant du caractère subversif des échanges et contenus circulant au sein des nouveaux médias.

<sup>18</sup> Latham remet en cause l'idéal habermassien d'une sphère publique sans entraves au sein de laquelle débattraient des individus rationnels et autonomes, soulignant qu'il n'existe en Chine, ni espace d'expression qui soit totalement libre, ni champ qui serait totalement contrôlé par la censure. Il propose plutôt d'envisager un champ « façonné par des configurations complexes de forces sociales, politiques et économiques ». Kevin Latham, « New Media in China: Problematizing the Public Sphere », in Eric Florence and Pierre Defraigne (éds.), *Towards a New Development Paradigm in Twenty-First Century China. Economy, Society and Politics*, Abingdon, New York, Routledge (Comparative Development and Policy in Asia), 2012, pp. 203-217. À ce sujet, voir également : Kevin Latham, « Sms, Communication, and Citizenship in China's Information Society », *Critical Asian Studies*, vol. 39, 2, 2007, pp. 295-314.

<sup>19</sup> Guobing Yang, *The Power of the Internet in China: Citizen Activism Online*, New York, Columbia University Press, 2009 ; David Bandurski, Gang Qian, *op. cit.*; Yonghong Han, « Wangluo zhengzhi xin toudi : wangluo canzheng yu wangluo shequn de jueqi » , consulté le 2 août 2013.

<sup>20</sup> Le cas des manifestations ayant eu lieu en 2010 dans la Province du Guangdong dans le secteur manufacturier (secteur automobile principalement) est un exemple des processus de mobilisation collective au sein desquels l'utilisation des nouveaux médias et de nouvelles technologies de communication (les I-phones, vidéos, etc.) a joué un rôle central lors des différentes phases du conflit. Dans ce conflit, nouveaux médias et presse traditionnelle ont eu un effet d'influence ou d'entraînement réciproque, de même que la mobilisation de différents acteurs tels des journalistes, des universitaires spécialisés en droit du travail, des responsables politiques et industriels, etc. a contribué au dénouement du conflit.

<sup>21</sup> Pour une analyse détaillée de cette affaire, voir Isabelle Thireau et Hua Linshan, « De l'épreuve publique à la reconnaissance d'un public : le scandale Sun Zhigang », *Politix* 3/2005, 71, pp. 137-164.

<sup>22</sup> Soulignons que si l'affaire a débouché sur la réforme du système des centres de détention et de rapatriements en juin 2003, quelques mois plus tard, deux responsables de ce quotidien ont été arrêtés et condamnés à des peines de prison au motif de corruption.

<sup>23</sup> Isabelle Thireau, Linshan Hua, « De l'épreuve publique à la reconnaissance d'un public : le scandale Sun Zhigang », *Politix* 3/2005, 71, pp. 137-164.

<sup>24</sup> James C. Scott, *Domination and the Arts of Resistance : Hidden Transcripts*, New Haven, London, Yale University Press, 1990.

<sup>25</sup> Béatrice Hibou, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011, pp. 152-153 ; Chloé Froissart, « NGOs Defending Migrant Workers' Rights: Semi-union organizations contribute to the regime's dynamic stability », *China Perspectives*, 2011, 2, pp. 18-25.